

## ÉVÉNEMENT

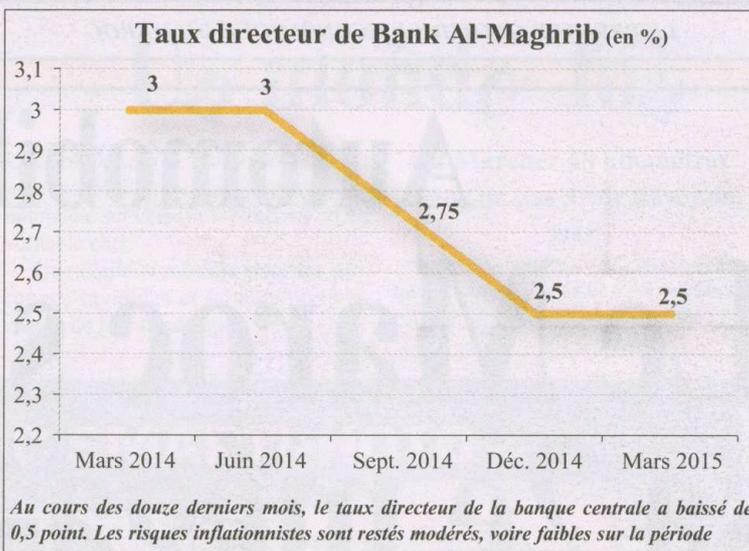
### Conseil BAM

# Les réformes sous haute surveillance

• Deux urgences: les retraites et la relance de l'emploi des jeunes

• 5% de croissance, recul des déficits jumeaux: Le tableau clinique de l'économie au beau fixe

POUR son deuxième rendez-vous de l'année, le Conseil de politique monétaire de Bank Al-Maghrib qui se tient ce mardi 16 juin, ne devrait pas annoncer de mesures spectaculaires. L'inflation reste globalement basse (autour de 1,5%), la menace de retournement des prix pétroliers due aux incertitudes géopolitiques au Moyen-Orient s'étant pour l'instant éloignée. Sauf coup de théâtre, les autorités monétaires devraient garder inchangé le taux directeur, à moins qu'elles veuillent donner encore plus de lubrifiant à l'activité économique.



En plus de contenir les risques inflationnistes, les économies sur la facture des importations des produits pétroliers continueront à améliorer la situation des comptes extérieurs. Les prévisions

du déficit de la balance des opérations courantes resteraient autour de 3 points du PIB en 2015 comme l'indiquait la banque centrale au printemps. La prévision a été confirmée depuis par le FMI au cours de sa récente mission. Si les deux gros moteurs à l'exportation (automobile, phosphates et dérivés) et les transferts des fonds de MRE maintiennent leur dynamique (voir aussi De Bonnes Sources), il est possible que le déficit s'améliore encore plus.

Par ailleurs, les réserves de change ont continué par ailleurs d'augmenter en dépit du coup de froid sur les recettes touristiques. La menace d'un déséquilibre extérieur est bien éloignée. C'est ce qui explique que le gouvernement s'est pour l'instant gardé d'effectuer de tirage au

titre de la ligne de précaution et de liquidité (LPL) contractée auprès du Fonds monétaire international.

Le tableau clinique de l'économie est globalement bon. Les perspectives de croissance sont plus que favorables et le contexte extérieur tout autant. La croissance devrait s'établir à 5% en 2015 tirée par une très bonne campagne agricole et l'accélération relevée dans certaines branches industrielles, les «métiers mondiaux du Maroc».

Sur le plan budgétaire, les engagements sur la réduction du déficit devraient être tenus grâce aux effets de la décompensation des prix des carburants. Ce risque disparaît certes, mais deux autres pointent à l'horizon: le coût du statu-quo actuel sur la réforme des retraites des fonctionnaires (civils) et le traitement des difficultés financières du régime d'assurance maladie des agents de l'Etat (voir L'Economiste du 15 juin 2015). Mais il y a surtout, le chômage des jeunes qui ne recule pas malgré la reprise de l'économie.

L'augmentation de la dette publique à environ 65% du PIB reste viable, estimait encore tout récemment le FMI. L'Institution presse en revanche le gouvernement comme le réitère constamment Bank Al-Maghrib, de «réformer dans les meilleurs délais le système des retraites afin d'en assurer la viabilité tout en étendant la couverture».

A. S.

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

## Un décryptage de la Banque mondiale

L'émergence de nouveaux relais de croissance dans des industries à haute valeur ajoutée à l'exportation (telles que la construction automobile et l'aéronautique) et l'expansion des entreprises marocaines en Afrique de l'Ouest, sont potentiellement créatrices de conditions nécessaires pour que le Maroc devienne une plaque tournante régionale pour le commerce et l'investissement entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne.

Néanmoins, il faut souligner que malgré une performance économique respectable, l'économie marocaine est restée structurellement orientée vers des activités non-exportables (telles que la construction, les travaux publics et les services à faible valeur ajoutée) et une agriculture volatile, faiblement productive. Compte tenu de cette orientation, le Maroc n'a pu réaliser que des petits gains de productivité au cours des deux dernières décennies, malgré les niveaux élevés d'investissement. Les efforts d'investissement, dominés par de grandes infrastructures publiques, n'ont pas encore déclenché un décollage de la croissance par la productivité totale des facteurs.

Certains effets positifs sur la productivité peuvent encore se produire dans les prochaines années au fur et à mesure que des gains de productivité des dépenses publiques sur les infrastructures (énergie, routes, ports, aéroports, zones industrielles) se matérialisent. Toutefois, le Maroc n'a pas encore pu sécuriser des gains significatifs de productivité et de compétitivité nécessaires pour intégrer davantage les marchés mondiaux, créer des emplois pour les millions de jeunes chômeurs et des femmes, et de soutenir l'émergence d'une classe moyenne plus élargie. Le défi de réduire davantage la pauvreté et accroître la prospérité partagée en dépend. □